

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

. 1,50 fr

N° 30

15 mars - 15 avril 1979

CHINE - VIETNAM :

***ce sont les exploiters qui ont
besoin d'une leçon !***

IRAN :

LA BOURGEOISIE TOUJOURS AU POUVOIR,

A QUAND LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS ?

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 50 Bd de la Madeleine, 06000 NICE.
 Libraire 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre- Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
 Librairie Lire : rue Sainte, Marseille.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
 S'ADRESSER A :
 T.I.L.

29 rue Descartes
 75005. PARIS.
 (Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

- 32 Fr l'année, en timbres poste
 (16 Fr de mensuel + 16 Fr de
 frais d'envoi).
- Pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
 POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

- p 3,4 : IRAN : La bourgeoisie toujours au pouvoir, à
 quand le pouvoir aux travailleurs ?
 p 5,6,7 : CHINE-VIETNAM : ce sont les exploiters qui ont besoin
 d'une leçon !
 p 8,9 : MAROC : Vers une remontée des luttes ouvrières.

IMMIGRATION

- p 10, 11 : Sonacotra : l'avis d'un résident.
 p 12, 13, 14 : La Sonacotra accentue la répression.
 p 15 : Longwy : Contre la violence étatique, organisons
 la défense ouvrière !

ALGERIE

- p 16, 17 : Crise du logement : un aspect de l'anarchie du capitalis-
 me !

IRAN (Suite).

Les événements qui viennent d'avoir lieu en Iran (les 8, 9, 10, 11, 12 février 1979), démontrent sans équivoque qu'un régime si répressif soit-il, ne peut résister à la colère et à la détermination des masses. L'armée iranienne était réputée une des plus modernes du monde ; elle était encadrée par plus de 30 000 "techniciens" américains ; elle était appuyée par la gendarmerie, la police et la fameuse SAVAK (police politique), et pourtant ces forces surentraînées et suréquipées ont été tenues en échec (momentanément certes) par l'insurrection armée des masses. La preuve est faite, une fois encore, que la supériorité technique de l'armée bourgeoise ne met pas à l'abri un Etat exploiteur.

- L'insurrection à Téhéran.

L'événement qui conduisit à l'insurrection fut l'attaque le 9 février par les "Immortels", unité de l'armée iranienne, de la base aérienne de Douchane Tappeh dans les quartiers-est de Téhéran. Face à l'effondrement rapide de la discipline dans les bases aériennes, les troupes sûres (les "Immortels") furent envoyées rétablir l'ordre afin d'éviter que l'exemple des aviateurs ne fasse tache d'huile.

Les aviateurs se voyant prêts à être massacrés, ont fait appel à la population. Ils ont distribué des armes aux civils, et la Garde Royale fut mise en échec. La bataille de Doshan Tattéh fut le début de ce qui devint un soulèvement d'ampleur nationale. Le 10 février, le gouvernement de Bakhtiar décréta le couvre-feu pour 16h 30 : il espérait ainsi étouffer le début de l'insurrection. Mais à 16h 30, la population commença à édifier des barricades dans les rues. Une partie seulement de la population était armée. La nuit, les chars se mirent à silloner les rues, balayant sur leur chemin les barricades. La population riposta à coups de cocktails-molotov, mettant hors d'usage les chars, et prenant d'assaut les commissariats. A 5h du matin, les insurgés, soldats et civils, donnèrent l'assaut à la manufacture d'armes de Téhéran. Le dimanche 11 février, les casernes de Téhéran furent prises les unes après les autres. Le même jour, le chef de l'armée se rallia à Komeyni. Lundi matin, la population fêtait dans la rue la fin de la dynastie des Pahlévi. Il faut toutefois signaler que l'armée du Shah ne s'est pas complètement désagrégée lors du soulèvement populaire. Et si plusieurs unités ont été touchées, il y a tout lieu de croire que l'armée demeure une puissance considérable, et, face à elle, les groupes armés qui se sont formés lors de l'insurrection ne tiendront pas le coup...

-Le clergé et l'insurrection.

Le clergé chiite a tout fait pour que la passation de pouvoir se fasse de façon pacifique, dans le cadre des institutions. Tout a été fait pour que les masses ne prennent aucune initiative. Plus, Khomeiny et compagnie voulaient à tout prix récupérer l'appareil d'Etat du Shah intact. Evidemment, on avait choisi quelques boucs émissaires, mais... Cette attitude du clergé chiite s'est retrouvée lors de l'insurrection, où tout fut fait pour éviter l'armement de la population. "L'heure de la guerre n'est pas encore venue..." ; et, après l'insurrection, Khomeiny appela le peuple

.../...

"au calme et à l'ordre" ; il fallait "restituer les armes" ; "garder les armes est une faute grave", etc...

- Khomeiny au pouvoir.

Après la chute de Bakhtiar, Khomeiny disposa du pouvoir sans partage. L'attitude des religieux vis-à-vis de l'insurrection et de l'armement de la population était déjà significative de la nature du nouveau pouvoir. En effet, si celui-ci représentait réellement les intérêts des classes opprimées, il n'aurait rien eu à craindre de leur armement. En fait, les objectifs que se fixe le gouvernement musulman sont conformes à l'attitude qu'ont eue Khomeiny et consorts lors de l'insurrection. Il s'agissait pour l'ex-opposition au Shah, de renforcer le pouvoir de la bourgeoisie et de son Etat en couvrant l'oppression capitaliste d'un paravent démocratique. Le problème pour l'opposition religieuse et libérale est aujourd'hui de faire des réformes qui permettraient de restaurer l'unité de l'Etat et qui "mettraient la population au travail".

- Les illusions des travailleurs.

Les illusions des travailleurs vis-à-vis des religieux sont grandes. Néanmoins, la remise au pas des masses populaires ne se fera pas sans difficultés pour la bourgeoisie. La population a pris l'habitude de s'organiser et de lutter.

Si les masses populaires ne se contenteront pas de simples proclamations, il n'en reste pas moins probable qu'en l'absence d'un parti prolétarien révolutionnaire, les masses populaires se verront voler leur victoire. Les travailleurs iraniens apprendront à leurs dépens malheureusement qu'aucune fraction de la bourgeoisie ne peut réellement défendre leurs intérêts ; seule l'organisation autonome des prolétaires et de l'ensemble des masses laborieuses, pourra permettre aux classes opprimées en Iran comme ailleurs, d'instaurer leur pouvoir.

CHINE - VIETNAM :

Ce sont les exploiters qui ont
besoin d'une leçon !

La guerre entre la Chine et le Vietnam, - ou du moins la phase la plus violente du conflit -, semble terminée. Des milliers de jeunes sous l'uniforme y auront laissé leur peau, les populations de la zone frontalière auront vu à nouveau leurs villages dévastés.

- La Chine, candidate au rôle de gendarme en s'appuyant sur les USA.

Il ne semble pas que la Chine ait réussi à marquer des points décisifs sur le plan militaire, même si son armée s'est enfoncée de plusieurs dizaines de kilomètres sur le territoire vietnamien.

Mais le but de la Chine était avant tout d'affirmer sa volonté de jouer un rôle de premier plan dans la région, de démontrer qu'aucune modification de la situation ne pourrait se faire sans son accord ou sans se heurter à elle. La mainmise du Vietnam sur le Cambodge et l'élimination du régime des "Kmers Rouges" soutenu par Pékin, constituaient un changement de situation qu'elle ne pouvait pas laisser passer sans risquer de perdre sa crédibilité comme grande puissance locale.

Pour jouer ce rôle de gendarme du Sud-Est asiatique, la Chine a choisi de s'appuyer sur l'impérialisme américain avec lequel elle s'est complètement réconciliée depuis sa reconnaissance par celui-ci et le voyage de Teng Hsiao Ping aux USA. Elle postule à devenir le "chargé d'affaires" de l'impérialisme américain dans la région, c'est-à-dire à jouer localement le rôle de "sous-impérialisme". La bureaucratie chinoise a même tout mis en oeuvre pour forcer la main à son nouvel allié, pour l'entraîner dans le conflit et l'amener à rompre avec l'URSS.

Si l'impérialisme américain n'est pas fâché de disposer d'un tel allié dans le Sud-Est asiatique dont il avait été en grande partie chassé depuis sa défaite du Vietnam, il juge cependant cet allié un peu encombrant. La Chine en fait plus que ne lui en demande Carter, qui se serait bien passé de son intervention au Vietnam, même s'il n'a rien fait de concret pour s'y opposer. Sa politique consiste en effet à ménager l'URSS : la bourgeoisie américaine entend poursuivre sa politique de "détente" avec son grand rival impérialiste russe.

La tentative de la Chine de l'entraîner contre son gré, n'a pas réussi. Il en va de même pour le Japon qui n'a pas non plus approuvé l'intervention chinoise.

.../...

Le seul succès remporté par la Chine dans cette affaire est donc qu'elle a réussi à démontrer qu'elle pouvait s'attaquer à un allié officiel de l'URSS sans que celle-ci bouge, malgré les appels répétés des Vietnamiens. Mais il est vrai que le Vietnam qui a tenu tête à un million de soldats américains, paraît tout à fait capable, - comme il l'a d'ailleurs démontré - de faire face à l'armée chinoise, surtout s'il reçoit une aide militaire et économique.

Et surtout, la Chine n'a pas réussi à obtenir des négociations internationales susceptibles de remettre en cause la domination de Hanoï sur le Cambodge et le Laos. Or, c'est cette mainmise complète sur la péninsule indochinoise qui fait du Vietnam une puissance locale concurrente dangereuse pour la Chine.

- Le Vietnam : la même politique en s'appuyant sur l'URSS.

Le Vietnam tente en effet lui aussi de jouer le rôle de gendarme local. Après avoir essayé de se réconcilier avec les USA et d'obtenir leur aide, il a dû se tourner vers l'URSS et même adhérer au COMECON, - l'équivalent à l'Est de la CEE à l'Ouest. Il remplit donc lui aussi la fonction de "sous-impérialisme", mais pour le compte de l'impérialisme russe. Malgré la disproportion du nombre d'habitants entre le Vietnam et la Chine, la puissance et l'expérience militaire de l'armée vietnamienne en font une force locale de tout premier plan.

Le Vietnam et la Chine mènent donc des politiques tout à fait symétriques, l'un s'appuyant sur l'URSS, l'autre sur les USA. Il serait cependant erroné de penser que le conflit entre le Vietnam n'est qu'un conflit entre l'URSS et les USA par autres Etats interposés, et que Chinois et Vietnamiens ne sont que les mercenaires des deux grands impérialismes. Les classes dominantes chinoises et vietnamiennes ont leurs ambitions propres et agissent pour leur propre compte, même si leurs rivalités s'inscrivent dans un contexte international qui les amène à rechercher l'alliance de l'un ou l'autre grand impérialisme.

Même si ces Etats n'ont aucune possibilité de se développer économiquement sans faire appel à l'impérialisme, c'est-à-dire en définitive sans lui verser un tribut sous une forme ou une autre, ils n'ont pas l'intention de retomber sous la coupe politique directe de l'un ou de l'autre. Ils entendent utiliser une indépendance politique chèrement acquise pour monnayer leur alliance au mieux de leurs intérêts, et c'est ce qui distingue des Etats comme la Chine ou le Vietnam, d'Etats néo-coloniaux comme la Thaïlande ou la Tunisie dont la marge de manoeuvre vis-à-vis de l'impérialisme est beaucoup plus faible.

Pas plus que le Vietnam, n'est en passe de devenir une "colonie russe", la Chine ne l'est de devenir à nouveau un protectorat occidental. Les alliances qu'ils ont nouées n'ont d'ailleurs rien de définitif. Rien n'exclut de nouveaux retournements d'alliances spectaculaires, tels que ceux qui se sont produits au Moyen-Orient ou dans la Corne d'Afrique.

- Pour la défaite des exploiters des deux camps !

La politique de tous les Etats bourgeois nationalistes du Tiers Monde

.../...

consiste en effet à tenter de procéder à une surenchère entre leurs différents commanditaires pour se vendre au plus offrant et à ne confier leur sort qu'à un seul (comme le fait pour le moment le Vietnam avec l'URSS), que quand l'hostilité des autres ne leur laisse pas d'autre choix. Si le Vietnam renvoyait un jour les conseillers russes comme l'ont fait Mao et Sadate, cela n'aurait rigoureusement rien de surprenant. Dans la mesure où la nature fondamentale de tous les Etats du globe est semblable, où tous défendent les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie mondiale (sous sa forme privée traditionnelle ou bureaucratique), les alliances entre eux sont tout à fait interchangeables...

C'est pourquoi les révolutionnaires doivent renvoyer dos à dos les régimes nationalistes bourgeois chinois et vietnamiens et, s'ils étaient présents au sein de la classe ouvrière de ces Etats, ils devraient appeler les travailleurs à refuser de mourir pour les intérêts de leurs exploiters, à préparer la transformation de la guerre entre ces deux "sous-impérialismes" locaux en une guerre civile pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

L'absence d'un Parti mondial de la Révolution implanté parmi les prolétaires chinois et vietnamiens ne met malheureusement pas cette possibilité à l'ordre du jour. Il reste à espérer qu'une fraction des exploités de ces pays mettront la situation à profit pour comprendre les intérêts qui les opposent à leurs exploiters, et aussi que ces événements sanglants lèveront les illusions d'une partie des militants d'extrême-gauche qui avaient placé leurs espoirs dans des régimes nationalistes bourgeois travestis en "communistes", qui viennent de montrer le peu de cas qu'ils font des ouvriers et des paysans en les envoyant se faire massacrer sur les champs de bataille.

MAROC

Vers une multiplication
des grèves ouvrières

Il s'est passé beaucoup de temps sans que les ouvriers fassent entendre leur voix au Maroc. Après la vague de grèves précédant l'invasion du Sahara Occidental par les troupes monarchistes en 1975, nous avons assisté à une période de "paix sociale". Le nombre de conflits entre ouvriers et patrons avait très nettement diminué. Mais les temps changent.

En effet, on peut rappeler qu'il y a eu environ 100 grèves en 1977 et autant durant le premier semestre de l'année 1978 ! Cette évolution est confirmée pour les premiers mois de 1979. Les conflits qui ont récemment éclaté ont été nombreux. Ils se caractérisent contrairement aux précédents par une participation beaucoup plus importante des ouvriers.

On peut citer parmi les conflits les plus importants, la grève des 10 000 cheminots, pendant plus de 15 jours, sur tout le territoire marocain, début février (voir numéro précédent de T.I.L.). 3500 dockers de Casablanca ont aussi entamé une grève illimitée le 26 février 1979 qui a entièrement paralysé le trafic maritime de la région. Ils demandaient des augmentations de salaires. 17 000 employés des sociétés bancaires marocaines ont aussi fait grève à deux reprises ; le 13 février pour deux jours, puis au cours de la dernière semaine de ce même mois, pour 7 jours !

Ce mouvement, qui était suivi selon nos informations à 94 %, revendiquait des augmentations de salaires, et, - ce qui est peut-être moins heureux -, l'institution d'une prime de la femme au foyer. Le 27 février, ce sont 10 000 mineurs d'une des mines de phosphate les plus importantes, Khourigba, qui ont fait grève pour une durée de 72 heures. L'agitation ouvrière s'est faite sentir aussi dans les mines de charbon de Jerada, dans le Maroc Occidental, proche de la frontière algérienne. On peut signaler encore la grève des enseignants, le 3 mars 1979, et le conflit dans les hôpitaux qui devait débuter le 7 mars et durer une semaine.

Ces grèves sont très souvent déclenchées pour des augmentations de salaires et sont encore en grande majorité appelées et dirigées par les syndicats. Mais nous savons très bien que ces mouvements ouvriers ne leur plaisent pas et sont le fruit de la pression des travailleurs à la base. Les bureaucrates syndicaux passent leur temps à affirmer aux travailleurs qu'il ne faut pas revendiquer trop de choses sous peine de faire le jeu de "l'ennemi et de l'envahisseur algérien".

D'autre part, on peut remarquer qu'un grand nombre de licenciements dus à des compressions de personnel ou à des fermetures d'usines ont eu lieu. Licenciements de 300 ouvriers de la Société des Eaux et Forêts de Tetouan, 1200 dans la société des Constructions et Travaux, chez Volvo, Citroën, Carnot, dans les textiles, principalement à Casablanca, Rabat et Fes.

Les licenciements réalisés se comptent par milliers rien qu'au cours de ces derniers mois. Il est très probable que de nombreux conflits pour le maintien de l'emploi éclateront très-bientôt.

On peut expliquer la multiplication des conflits au Maroc d'abord par la situation de plus en plus désastreuses des classes laborieuses. L'inflation a été de 15 % et les salaires n'ont pas suivi depuis de nombreuses années. Récemment encore la bourgeoisie marocaine a augmenté à nouveau l'impôt pour le Sahara Occidental (impôt spécial prélevé sur les salaires pour les frais de guerre très importants causés par l'invasion du Sahara Occidental) qui grève désastreusement les bourses des ouvriers.

Le discours du roi du Maroc qui a avoué que son "programme de développement économique" avait totalement échoué et qui appelait la population à accepter des années d'austérité, a contribué à faire disparaître les croyances sur un illusoire enrichissement des classes laborieuses grâce aux richesses du Sahara Occidental.

Le conflit militaire avec le Sahara Occidental alourdit considérablement le budget de l'Etat marocain, qui en profite pour répercuter ses pertes sur les travailleurs en les exploitant encore plus cyniquement.

Enfin, l'isolement diplomatique du roi du Maroc, qui n'a reçu l'appui ni des Etats-Unis, ni de la France, ni des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire, dans son annexion totale du Sahara Occidental, et qui en a été réduit il y a quelques temps à quémander un accord avec l'Etat algérien, tout cela a achevé de discréditer la monarchie marocaine aux yeux des classes laborieuses.

Ces causes, qui ont conduit à la multiplication des grèves ouvrières demeureront en majorité, sinon s'accroîtront dans l'avenir. Il est donc très probable que nous assisterons dans les mois et les années futures à une radicalisation de la classe ouvrière marocaine. Les ouvriers décideront

IMMIGRATION

Sonacotra

l'avis d'un résident

On a vu que la Sonacotra n'avait attaqué qu'une partie des grévistes et demandait leur expulsion pour provoquer des divisions et la démoralisation des travailleurs. Un résident nous parle de son foyer où 9 grévistes sur un total de 150 résidents sont concernés par les expulsions.

Nous précisons que cet entretien ne reflète pas forcément les positions de TIL. Ces prises de positions nous semblent seulement constituer un témoignage utile sur l'état d'esprit d'une partie des grévistes.

TIL : Quelles raisons invoque la Sonacotra (puisque c'est elle qui traîne votre foyer devant la justice), pour justifier ses demandes d'expulsion ?

Comme d'habitude, elle nous accuse de ne pas vouloir payer notre loyer. Elle dit que nous devons payer au moins les mois de retard. D'après elle, si nous n'étions pas des voleurs, nous aurions payé "au moins une petite somme pour les mois de retard". Mais nous refusons. Si nous n'avons pas payé, c'est parce qu'elle n'a pas encore satisfait nos revendications. Elle ne doit plus parler de retard...

TIL : Quels sont ses véritables motifs ?

Elle veut nous faire peur. Mais elle n'osera pas nous expulser : il suffit que nous nous unissions pour la faire lâcher, et obtenir la satisfaction de nos revendications.

TIL : Ne penses-tu pas qu'elle serait capable d'expulser les résidents condamnés, si cela lui permettait de faire cesser une grève qui dure depuis 4 ans ?

Si elle veut vraiment nous expulser, et veut appliquer ses décisions par la force, eh bien qu'elle utilise sa force : nous, nous utiliserons aussi la nôtre ! La Sonacotra voudrait que nous acceptions le jugement des tribunaux et que nous laissions expulser ceux qui sont condamnés. Comme ça, tous les grévistes pas très conscients entraîneraient les autres à payer le loyer sans avoir obtenu satisfaction. Voilà ce qui ferait plaisir à la Sonacotra.

TIL : comment les grévistes réagissent-ils aux décisions des tribunaux, puisque ceux-ci ont de nombreuses fois condamné les grévistes, récemment ?

.../...

Les juges sont tous des vendus. Nous nous sommes mobilisés des dizaines de fois pour leur montrer que nous réclamons tous les mêmes choses : nos droits élémentaires. Ils ont fait comme si nous n'étions pas devant les salles de justice. Comment peut-on rendre un jugement équitable sans aller voir si dans les foyers, la vie est effectivement aussi jolie que le prétend la Sonacotra, alors que les résidents disent le contraire ? Les grévistes ont de toute façon compris le rôle de ces juges : ils sont payés par le gouvernement ou la Sonacotra.

TIL : est-ce que les résidents sont prêts à défendre les expulsés et comment ?

Nous ne pouvons pas laisser tomber nos frères quand ils ont des problèmes. Et puis, nous sommes tous concernés. Si nous ne nous défendons pas, la Sonacotra arrivera petit à petit au but qu'elle poursuit depuis quatre ans : briser la lutte. Si les CRS (puisqu'il paraît que c'est eux qui vont venir les chercher, comme s'ils étaient des voleurs !) sortent nos camarades des foyers, alors nous les suivrons. De même que nous avons attendu des heures en criant nos revendications et notre unité, quand ils étaient dans les salles de justice, de même nous attendrons qu'ils soient réadmis dans les foyers avant d'y habiter nous-mêmes. Je sais que beaucoup de résidents ne savent pas quoi faire, mais je suis sûr qu'ils seraient en majorité d'accord avec ce que je viens de dire.

TIL : L'Amicale des Algériens en Europe, les partis de gauche, les syndicats ou l'extrême-gauche vous aident-ils ?

L'Amicale ne nous a jamais aidé. Le salopard de dirigeant qui est à leur tête a convoqué les délégués algériens la semaine dernière pour leur demander d'arrêter la grève. Même les représentants de notre gouvernement sont contre nous ! La plupart des délégués disent aux militants de l'Amicale de ne plus s'occuper des affaires de la grève. S'ils veulent faire de la propagande, qu'ils aillent la faire dehors. Moi, je pense qu'on ne devrait même pas les laisser entrer au foyer !

TIL : ... et les partis et syndicats de gauche ?

Ils commencent à nous soutenir, mais on ne leur fait pas beaucoup confiance parce qu'ils nous ont trahi au début. Leur soutien n'est pas clair. Par exemple, j'ai rencontré une fois un délégué CGT d'une Union Locale (j'avais été désigné par les résidents pour cette tâche) pour obtenir son soutien pour une manifestation. Il m'a répondu que la CGT nous soutenait, mais qu'elle ne voulait pas qu'on mette son nom sur le tract parce qu'il serait mêlé à celui des gauchistes... Les gauchistes nous aident le plus. Mais même eux ne sont pas nombreux. Beaucoup d'organisations viennent et repartent très vite. Mais c'est quand même eux qui ont le mieux compris ce que nous revendiquons.

TIL : La lutte continuera ? - Si Dieu le veut.

TIL : Et toi ? - Bien sûr que je le veux !

La Sonacotra accentue la répression

Pendant la seconde moitié de ce mois de mars, pèsera une lourde menace sur beaucoup de résidents : celle de leur expulsion de leur foyer, décision prise en justice à la suite de la plainte de la Sonacotra, ADEF, etc... Mais les travailleurs ont bien l'intention de ne pas se laisser faire.

- L'objectif de Stoléru, la Sonacotra, ADEF, etc... : "mettre le paquet"!

Bien que cette menace soit la plus importante pour le moment, ce n'est pas la seule qui pèse sur les grévistes. Depuis les mois de juin et juillet de l'année dernière, les jugements et les attaques contre eux se multiplient. Stoléru et les organismes gestionnaires de foyers de travailleurs immigrés (dont le principal est la Sonacotra) ont contracté une alliance contre les grévistes. Demande d'expulsion des foyers, et de paiement des arriérés ; demandes de saisies-arrêts sur salaires ; déclarations et lettres de Stoléru à tous les grévistes affirmant qu'il faut que la grève cesse ; intimidations par des soi-disant vérifications de papiers par des CRS, effectuées dans les foyers à 4 heures du matin (jusqu'à 300 vérifications lors de la dernière descente des flics à la fin du mois de février au foyer de Romain Rolland, à St Denis) ; lettres d'intimidation de la Sonacotra réclamant aux grévistes des sommes de 2000 à 11 000 Fr ; dépôt de bilan par la Sonacotra dans dix foyers de la région parisienne, qui veut ainsi donner un coup définitif à la résistance des grévistes : voilà la longue liste des manœuvres du gouvernement et des organismes gestionnaires, contre lesquels les résidents doivent se défendre.

Il est clair que les pouvoirs publics veulent en finir avec une grève qui rassemble plus de 35 000 travailleurs, qui dure depuis plus de 4 ans, et surtout qui leur donne beaucoup de fil à retordre.

Pour eux, il n'est pas question de céder devant l'intransigeance des grévistes, car non seulement leur attitude pourrait certainement servir d'exemple aux autres travailleurs, mais aussi parce que leurs profits juteux (96 milliards de francs de profits par an pour la Sonacotra avant la grève!) sont compromis par cette lutte. Les temps changent pour les patrons !

- Les risques qui pèsent sur la lutte.

Ainsi, l'expulsion de certains grévistes, pour non paiement du loyer pendant plusieurs mois consécutifs, a été décidée en justice. Les sociétés gestionnaires ont adopté la classique tactique de la division, qui a consis-

.../...

té à n'attaquer d'abord que quelques grévistes en justice (en général entre 5 et 15), puis une autre fournée, etc.. : diviser pour régner, cela est connu...

Les résultats des jugements au 31 décembre 1978, selon le Comité de Coordination, ont été dans l'ensemble à la faveur des résidents. 19 décisions concernant environ 27 foyers seraient favorables aux résidents, contre 11 concernant 15 foyers favorables aux sociétés responsables des foyers de travailleurs immigrés. Approximativement 2/3 des décisions auraient donc été prises en faveur des résidents.

Les choses ont apparemment beaucoup changé depuis. Sans que l'on puisse dire exactement combien de travailleurs ont été condamnés à être expulsés le 15 mars de leur foyer, nous pouvons dire qu'ils sont des centaines. En effet, dans presque chaque foyer, lors des 2 ou 3 attaques en justice (en moyenne) contre les grévistes, les organismes gestionnaires ont eu gain de cause pour au moins 1 jugement. Les résultats favorables à la Sonacotra, ADEF, AFTAM, etc..., semblent avoir nettement augmentés. Les derniers jugements, ceux qui se sont déroulés récemment à Ivry, Pontoise et Bobigny, ont ordonné de nouvelles expulsions. Même la cour d'appel de Versailles qui avait publiquement relevé le vide du dossier de la Sonacotra pendant l'audience, a fini par condamner les résidents du foyer d'Elancourt à être expulsés.

Les organismes gestionnaires pensent par ce biais briser une grève qui dure depuis quatre ans, en appelant à leur secours, "si nécessaire" les forces de l'ordre !

- Quelle issue pour les résidents en lutte ?

Il est donc clair que les travailleurs en lutte ne peuvent pas laisser expulser les centaines de leurs camarades condamnés, sans risquer de compromettre l'existence même de la lutte. Le Comité de Coordination, qui a décidé d'appeler tous les travailleurs immigrés et français à s'opposer à ces expulsions, en est parfaitement conscient.

Le seul moyen d'empêcher ces expulsions est de prendre en charge nous, les travailleurs, notre propre défense face aux CRS qui voudraient expulser nos camarades. Nous devons faire des tours de garde afin de pouvoir avertir à temps tous les grévistes au moment de l'investissement du foyer par les CRS. Nous devons aussi installer des permanences, afin de pouvoir avertir les foyers de la région, pour qu'ils nous viennent en aide dans les plus brefs délais.

Mais cette attaque très dangereuse de la Sonacotra et des autres sociétés de foyers, vient nous rappeler qu'à l'unité de tous ces organismes, du patronat, des tribunaux, du gouvernement français, et même des différentes "Amicales" algérienne, marocaine, etc..., il faut que les travailleurs opposent leur unité de classe et leur mobilisation massive.

En d'autres termes, il ne faut pas négliger d'aller toucher les travailleurs immigrés et français qui n'habitent pas dans les foyers, pour unir nos luttes et nous soutenir mutuellement contre les patrons. Les travailleurs des foyers pourront distribuer des tracts, faire signer des pétitions et des motions, dans leurs usines, chantiers, etc... Nous pourrons aussi toucher les résidents des HLM qui sont en majorité des travailleurs comme nous et qui, même s'ils vivent dans de meilleurs appartements, n'ont

pas pour autant des habitations décentes. Il est certain qu'une grève dans ces logements signifierait une pression beaucoup plus importante des travailleurs sur le gouvernement, et donc de plus grandes chances de victoire.

Ce n'est qu'avec l'unité et la lutte pour des intérêts communs des travailleurs français et immigrés, que la classe ouvrière en France pourra réellement se défendre contre les attaques de la bourgeoisie française aujourd'hui : renvoi de plus d'un million de travailleurs immigrés avant 1985, remise en cause des 90 %, chômage généralisé, etc...

C'est pour cela que, tant pour leur intérêt immédiat dans cette lutte, que pour leurs intérêts généraux, les travailleurs des foyers en lutte devront constamment rechercher l'unité et l'appui des travailleurs immigrés et français qui n'habitent pas dans les foyers.

Les organisations existantes (en moyenne) contre les expulsions, les organisations favorables ont un gain de cause pour un motif : jugement. Les résultats favorables à la Bonnacoste, ADP, AFPA, etc..., semblent avoir nettement augmentés. Les derniers jugements, ceux qui se sont déroulés récemment à Ivry, Fontaine et Bobigny, ont ordonné de nouvelles expulsions. Même la cour d'appel de Versailles qui avait précédemment relevé le vide du dossier de la Bonnacoste pendant l'audience, a fini par condamner les résidents du foyer d'Elancourt à être expulsés.

Les organisations existantes pensent par ce biais que la grève qui dure depuis quatre ans, en appelant à leur secours, "est nécessaire" les forces de l'ordre !

- Quelle issue pour les résidents en lutte ?

Il est donc clair que les travailleurs en lutte ne peuvent pas laisser expliquer les décisions de leurs camarades, condamnés, sans risquer de compromettre l'existence même de la lutte. Le Comité de Coordination, qui a décidé d'appeler à la lutte les travailleurs français et étrangers à s'opposer à ces expulsions, en est parfaitement conscient.

Le seul moyen d'opposer ces expulsions est de prendre en charge nous, les travailleurs, notre propre défense face aux CRS qui voudraient expliquer nos camarades. Nous devons faire des tours de garde afin de pouvoir éviter à tous les jours les évènements en matière de l'investissement du foyer par les CRS. Nous devons aussi installer des permanences, afin de pouvoir éviter les foyers de la région, pour qu'ils nous viennent en aide sans les plus grands délais.

Mais cette attitude très dangereuse de la Bonnacoste et des autres sociétés de foyers, vient nous rappeler qu'à l'unité de nos organisations, du patronat, des tribunaux, du gouvernement français, et même des différentes "associations" algériennes, marocaines, etc..., il faut que les travailleurs opposent leur unité de classe et leur mobilisation massive.

En d'autres termes, il ne faut pas négliger d'aller chercher les travailleurs immigrés et français qui n'habitent pas dans les foyers, pour unir nos luttes et nous soutenir mutuellement contre les patrons. Les travailleurs des foyers peuvent distribuer des tracts, faire signer des pétitions et des motifs, dans leurs maisons, chantiers, etc... Nous pourrions aussi chercher les résidents des HLM qui sont en majorité des travailleurs comme nous et qui, même s'ils vivent dans de meilleures conditions, n'ont

Longwy

Contre la violence étatique, organisons la défense ouvrière !

La nuit du 23 au 24 février 1979 restera une date mémorable. En effet les travailleurs de Longwy menacés par les licenciements (près de 5000 à la suite du plan de restructuration de la sidérurgie) ont organisé une riposte comme on n'en avait pas vu depuis bien des années.

Dès l'annonce des licenciements, les ouvriers ont occupé leur usine, malgré les tentatives de canalisation de la part des syndicats, qui ont voulu détourner la mobilisation en lançant des mots d'ordre démagogiques frisant le chauvinisme contre la bourgeoisie allemande selon eux responsable de la crise de la sidérurgie française.

Les ouvriers, conscients de la crise structurelle du capitalisme, ont organisé des piquets de grève et n'entendent pas faire les frais de la rentabilisation de la sidérurgie.

A 2 heures du matin à Longwy, les flics ont évacué une usine occupée ainsi que la station de TV occupée par les sidérurgistes pour diffuser leurs revendications et populariser leur lutte. Les grévistes, à l'aide de voitures-sono et en sonnant le tocsin, ont appelé les travailleurs de Longwy à la mobilisation. Dès l'aube, ils se sont organisés pour répondre à l'intervention policière, et ont débrayé dans les usines encore en marche. Armés de barres de fer et de boulons, ils ont assiégé pendant plusieurs heures le commissariat, et ont dévasté la chambre patronale. Les ouvriers de Longwy ont prouvé qu'il est toujours possible d'organiser la violence ouvrière contre la violence quotidienne des capitalistes.

Toute la bourgeoisie serre les rangs, et de droite à gauche, ce n'est que lamentations : la presse bourgeoise s'étend sur le caractère local de la riposte. Le PC et la CGT, débordés, tentent de faire respecter l'ordre ("La lutte doit se dérouler dans les usines, non dans l'affrontement"). La CGT n'hésite pas à recourir à l'amalgame à FR3 : "nous comprenons que les ouvriers se laissent mener par des professionnels de l'émoute, d'ailleurs bien connus de la police"...

Aux bureaucrates syndicaux ainsi qu'au patronat, les ouvriers de Longwy ont montré leur détermination à ne pas céder. Seule l'organisation autonome des travailleurs est payante, ainsi que la riposte violente contre ceux qui cherchent à planifier la misère dans les rangs de la classe ouvrière !

ALGERIE

Logement :

Un aspect de l'anarchie du capitalisme

Le logement est sans doute un des secteurs de l'économie les plus catastrophiques en Algérie. Pour toutes sortes de raisons liées au développement industriel, l'entassement dans les villes a atteint aujourd'hui un point critique.

Alors que l'Etat algérien prévoyait de réaliser 100 000 logements annuellement, seuls 20 à 25 000 ont été entrepris. Par ailleurs, les nouveaux logements réalisés tiennent plus de "cités de recasement" que de véritables habitations, avec tous les scandales que cela comporte : pas d'électricité dans les rues de la cité, pas de ramassage des ordures, pas d'eau courante, pas de commerçants ni d'écoles à proximité, bien souvent pas de transports, etc...

"El Anasser 1" est à ce titre un bon exemple de ce type de cité de recasement. Comportant 1585 logements, tous habités depuis 1975, cette cité ne fait illusion à personne : "des boîtes d'allumettes, disposées n'importe comment, les unes à côté des autres" dit "Algérie-Actualités" dans un assaut de franchise.

Ces cités se multiplient aux abords des grandes villes, ne résolvant pas pour autant le manque dramatique d'habitations. Il n'est pas rare à Alger par exemple de voir une dizaine de personnes se partager un deux-pièces. Ne parlons pas d'ailleurs des multiples bidonvilles qui se multiplient autour de ces villes dont on imagine la misère ; ni de ces familles qui vivent dans un garage, dans une cave, etc...

L'exiguïté, l'insalubrité des logements des travailleurs en général, n'ont d'égal que l'importance des loyers demandés pour ce qu'on peut bien souvent appeler des taudis.

Dans les cités dortoir par exemple, un trois-pièces coûte 630 DA par mois. Quand on connaît le salaire moyen d'un ouvrier, qui oscille entre 600 à 800 DA, on comprend tout le scandale de la politique de la bourgeoisie algérienne en matière de logement. De même, la majeure partie des logements construits actuellement sont des villas pour riches, seules susceptibles d'apporter des profits tangibles aux spéculateurs immobiliers. Ainsi "Algérie-Actualités" encore, parle de villas individuelles récemment construites à Tizi-Ouzou avec son hypocrisie habituelle : "Un simple citoyen peut s'approprier ces villas. Il lui suffit de verser un cautionnement de 10 000 DA et, à raison de 250 DA par mois, la maison sera à lui dans 20 ans".

"Algérie-Actualités" connaît sans doute beaucoup de travailleurs capa-

... / ...

bles de verser 10 000 DA de caution ! Sans compter que c'est la plupart du temps le piston et le bakchih qui font la loi, même quand les 10 000 DA sont là !

En ville enfin, parallèlement aux taudis dans lesquels vivent les travailleurs, les bourgeois jouissent de superbes appartements ou villas dont les loyers font les beaux jours des entreprises immobilières. Toute cette politique ainsi paraît particulièrement inique, quand on sait que le gouvernement dépense des millions de DA en complexes touristiques de prestige, en stations balnéaires, en mosquées, etc..., alors que le peuple n'a même pas un toit décent pour se loger.

Alors, comment expliquer une telle pénurie de logements ? Il est sûr que la faillite de la "révolution agraire" ainsi que le relatif essor industriel de l'Algérie, ont contribué à un départ massif des paysans pauvres vers les villes et leurs usines. Tizi-Ouzou, par exemple, a connu un exode rural formidable : 80 000 habitants... Dans les villes comme Alger, l'afflux de population se solde par centaines de milliers d'habitants.

Les "mille villages socialistes" sont loin en effet d'avoir réalisé leurs promesses (à peine un tiers du programme a vu le jour actuellement), et les conditions de survie dans les campagnes sont toujours très dures pour la plupart.

Mais l'exode rural, ni même la surnatalité, n'expliquent à eux seuls le manque endémique de logements. Il s'agit bien d'un choix de la bourgeoisie algérienne de réaliser en priorité les investissements qui servent ses intérêts. Il est sûr en effet que les profits réalisés dans l'immobilier, et surtout dans le logement des travailleurs, doivent être moins juteux que ceux du pétrole ou du gaz. Il faut tenir compte également des spéculateurs immobiliers dont c'est le métier de faire travailler leurs capitaux au meilleur intérêt et de mettre à la rue ceux qui ne peuvent pas payer. A ceux-là, peu importe que les travailleurs dorment dans des taudis, du moment que cela ne les empêche pas de retourner au travail le lendemain !

Ce sont ces requins qui planifient la misère des classes laborieuses en matière de logements. Aussi, c'est à la bourgeoisie algérienne, responsable de cette crise, qu'il faudra s'attaquer pour obtenir des conditions de vie décentes. Mais c'est surtout le capitalisme qu'il faudra renverser, si l'on veut que cesse cette anarchie qui satisfait peut-être les bourses des riches, mais pas la vie des travailleurs !

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste D'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestations directes de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, stalinien, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

(Le Manifeste Communiste)